

# face aux « réformes » et aux attaques plier ou se révolter ?

**Malgré la propagande massive du gouvernement et la désinformation organisée par les médias, cheminot-es et intermittent-es sont toujours en lutte pour résister aux "réformes" et aux attaques menées tambour battant par un Parti socialiste complètement vendu au système capitaliste. Les travailleurs et travailleuses de la Poste ou des hôpitaux ne plient pas non plus face à la dégradation de leurs conditions de travail et aux "restructurations" à la chaîne.**

Depuis le 10 juin, les cheminot-es sont en grève pour exiger le retrait du projet de loi ferroviaire et l'ouverture de réelles discussions sur l'avenir du secteur du rail. Quoi qu'en disent le gouvernement et la direction de la SNCF, dont le discours est copieusement relayé par les grands médias nationaux, il ne s'agit d'une grève d'extrémistes égoïstes mais bien d'un mouvement destiné à enrayer la destruction programmée du service public ferroviaire.

On nous parle beaucoup des trains supprimés, des usager-es en colère ou des lycéen-nes angoissé-es mais finalement bien peu des causes de la grève, des causes du ras-le-bol exprimé par des cheminot-es qui subissent depuis 1997 les conséquences désastreuses du découpage de la SNCF.

## ★ Les cheminot-es se battent pour nous !

Ce qu'on paie aujourd'hui et qu'on risque de payer encore plus à l'avenir, c'est en effet la séparation de la SNCF en deux entreprises séparées : la SNCF proprement dite d'un côté, chargée de « vendre du train », et "Réseau Ferré de France" (RFF), chargé des voies ferrées.

A terme, l'enjeu est de permettre à d'autres entreprises d'utiliser le

réseau en concurrence avec la SNCF. A la fois magouille comptable et renforcement de la privatisation du rail (dont on connaît les effets calamiteux en Grande-Bretagne), ce découpage, incompréhensible pour les usager-es et pour les cheminot-es, accentue la transformation de la SNCF en une entreprise capitaliste comme les autres, faisant passer la rentabilité avant tout le reste.

**Les conséquences sont nombreuses : fermetures de guichets, augmentation des tarifs, suppression de trains et d'arrêts, sans même parler de la dégradation des conditions de travail...**

## ★ Un gouvernement au service des patrons

La loi que le gouvernement veut faire passer est un pas de plus vers la privatisation et la liquidation du service public du rail. Déguisée en "réunification" de la SNCF, cette loi prévoit en fait d'éclater la société en trois établissements différents (SNCF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités). Les patrons n'ont jamais été aussi bien servis que par Hollande et les futurs actionnaires se frottent déjà les mains en imaginant les profits juteux que pourra générer le transport ferroviaire privatisé... du moins pour les lignes qu'ils garderont !

La même logique est à l'oeuvre pour l'accord sur l'assurance-chômage : ce que les patrons veulent, le Parti socialiste l'applique... et la droite applaudit.

**Pour renflouer les caisses, le gouvernement n'a en effet rien trouvé de mieux que d'enfoncer encore dans la précarité tou-tes les bénéficiaires des indemnités, et notamment les intermittent-es du spectacle, sans augmenter d'un centime les cotisations des entreprises. Mais, là-encore, la résistance est au rendez-vous pour empêcher l'agrément de l'accord Unédic la casse des droits sociaux : actions de rue, occupations, manifestations,... les intermittent-es savent mettre leurs talents au service de la lutte.**

## ★ Multiplier les contre-feux

Tous ces contre-feux démontrent que la loi implacable du capitalisme n'est pas une fatalité et qu'il existe partout des étincelles de révolte qui ne demandent qu'à enflammer la plaine.

**Ce qu'il faut maintenant réussir, c'est la rencontre des luttes et l'union des révolté-es contre ce système injuste et criminel. C'est en multipliant et en unifiant les contre-pouvoirs populaires qu'on parviendra à ébranler les citadelles du capital.**

ne pas jeter sur la voie publique SVT



## Alternative libertaire c'est aussi un journal en vente tous les mois

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL .....

ADRESSE.....

